

**VIVE LE MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME!
GUERRE POPULAIRE JUSQU'AU COMMUNISME!**

LE KATANGA DOIT ÊTRE LIBÉRÉ

**Déclaration de Patrice Lumumba à la Conférence
de presse, le 17 août 1960 à Léopoldville**

Au cours d'une précédente conférence de presse, j'ai expliqué les raisons profondes qui ont déterminé le gouvernement à demander au président du Conseil de Sécurité d'envisager l'envoi immédiat d'un groupe d'observateurs neutres au Congo en vue d'assurer le contrôle de l'application des résolutions du 14 juillet 1960.

Certains milieux, qui ont des intérêts au Congo, ont qualifié notre attitude de manque de confiance dans les Nations Unies. Comme je l'ai déclaré hier et je le répète encore, il ne s'agit nullement de manque de confiance ou une suspicion quelconque à l'égard des Nations Unies. Bien au contraire, le gouvernement et le peuple du Congo continuent à faire confiance aux Nations Unies et au Conseil de Sécurité.

Nous n'avons condamné, et les preuves sont là pour justifier notre attitude, que la manière dont le Secrétaire Général de l'O.N.U. a voulu appliquer les résolutions du Conseil de Sécurité. Le Secrétaire Général de l'ONU a agi comme si le gouvernement de la République n'existait pas.

Les contacts, les entretiens qu'il a eus avec Tshombé, de même que les assurances qu'il a données à ce dernier, constituent, aux yeux du peuple congolais, une trahison. Tshombé n'a pas caché les assurances formelles qui lui ont été données par le Secrétaire Général des Nations Unies.

M. Hammarskjöld ne pouvait, au terme même des résolutions du

Conseil de Sécurité, traiter avec Tshombé. En outre, le Secrétaire Général n'a jamais voulu consulter le gouvernement de la République, comme le lui a recommandé formellement la résolution du 14 juillet 1960. Il faut donc dissocier l'action personnelle de Monsieur Hammarskjöld - action que nous stigmatisons au nom de la vérité et de la justice - de la politique clairvoyante des Nations Unies.

Personne au Congo n'approuve l'action qu'a menée jusqu'ici le Secrétaire Général dans l'affaire congolaise. L'interprétation qu'il donne pour la réalisation des résolutions du Conseil de Sécurité, nous montre clairement ses intentions. Le gouvernement sait bien que certains milieux veulent faire du Congo une deuxième Corée, et c'est pour atteindre cet objectif par des voies détournées et des subterfuges de tous genres que l'on retarde la mise en application des résolutions de l'organe de la plus haute institution internationale.

Le retard apporté par le Secrétaire Général dans l'exécution rapide des décisions de l'O.N.U. a causé beaucoup de crimes au Katanga. En effet, plusieurs dizaines de Congolais, militaires et civils, ont été littéralement massacrés, fusillés au Katanga par les troupes belges. D'autres Congolais ont encore été fusillés, il y a deux jours.

Ces crimes abominables ont été cachés à l'opinion publique. Le Secrétaire Général des Nations Unies doit le savoir. Cette conspiration de silence, destinée à induire l'opinion publique internationale en erreur, est significative. La presse belge et les journalistes dépêchés au Katanga prétendent que l'ordre règne au Katanga, alors qu'en réalité, des fusillades, des arrestations arbitraires se commettent chaque jour par la complicité Tshombé-Belgique.

Chaque jour, je reçois des cris d'alarme provenant de différentes régions du Katanga. Chaque jour, les populations du Katanga sollicitent l'intervention du gouvernement pour les libérer de cette oppression du tandem belgotshombé. Le gouvernement ne peut, en toute conscience, laisser continuer une telle situation dans le pays.

Nous avons voulu exposer cette situation de vive voix au Conseil de

Sécurité qui, sans la présence de notre délégation officielle, risque d'être mal renseigné. J'ai demandé au Secrétaire Général de l'O.N.U. de retarder son voyage de 24 heures pour permettre à la délégation du gouvernement de l'accompagner. Notre demande n'a pas été retenue. Il m'a cependant rassuré, dans sa lettre du 15 août 1960, que la réunion du Conseil de Sécurité ne se tiendra qu'après l'arrivée de notre délégation.

Or, je viens d'apprendre, à ma grande surprise et à celle de toute l'opinion congolaise, que le Conseil de Sécurité se réunira demain matin, alors que la délégation congolaise n'est pas encore partie du Congo par manque de moyen de transport. J'ai envoyé ce matin un télégramme au président du Conseil de Sécurité lui demandant de remettre la réunion Jusqu'à l'arrivée de la délégation du gouvernement congolais.

J'espère, avec confiance, qu'il sera tenu compte de cette demande justifiée. J'espère également qu'on ne va pas obliger le gouvernement à renoncer aux services de l'O.N.U. Si une décision n'est pas prise dans le sens que nous avons souhaité, c'est-à-dire l'envoie immédiat d'un groupe d'observateurs neutres chargés d'assurer le contrôle de l'application des résolutions du Conseil de Sécurité, le gouvernement sera, à regret, forcé d'envisager d'autres mesures beaucoup plus rapides.

Voilà plus d'un mois que nous faisons confiance à l'O.N.U. et que nous attendons la mise en application de ses résolutions.

Le gouvernement de la République fera bientôt son entrée au Katanga. Il est capable, avec sa propre armée nationale à laquelle s'ajoute tout notre peuple, de mettre l'ordre avant une semaine au Katanga.

L'affaire congolaise est d'abord notre propre affaire. Il n'appartient nullement à une nation quelle qu'elle soit de nous donner des leçons ou de nous indiquer les voies à suivre. Si on ne veut pas nous aider dans le sens que nous avons souhaité, si on veut exploiter notre demande d'aide militaire pour d'autres visées politiques, nous

sommes prêts à renoncer à cette demande.

Personne ne pourra entrer au Congo et aucune nation ne pourra non plus entrer ou intervenir au Congo si elle n'est pas expressément sollicitée par le gouvernement légal de la République du Congo. Le Congo est un pays souverain, indépendant, libre, au même titre que la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique.

Maîtres de nos destinées, nous ferons du Congo ce que nous voulons qu'il soit et non ce que les autres veulent qu'il soit. Ceux qui me reprochent d'avoir dit la vérité en dénonçant certaines manœuvres, se trahissent devant cette vérité, car celle-ci triomphera bientôt.

Debout avec le peuple, nous défendrons notre pays jusqu'au bout et ce, en dépit de tous les complots et manœuvres des colonialistes belges et de leurs alliés.

L'histoire jugera bientôt qui a raison.